



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Nigeria

Question au Gouvernement n° 1816

Texte de la question

ENLÈVEMENT DE JEUNES FILLES AU NIGÉRIA

M. le président. La parole est à Mme Nicole Ameline.

Mme Nicole Ameline. Au nom du groupe UMP, monsieur le président, je m'associe à l'hommage de la nation que vous avez prononcé à l'égard de ce soldat et, à travers lui, de l'ensemble de nos troupes engagées dans le monde. C'est précisément une question sur les droits fondamentaux et les droits de l'Homme que je souhaiterais poser au ministre des affaires étrangères.

Monsieur le ministre, le calvaire des jeunes collégiennes du Nigéria doit éclairer la conscience du monde sur les exactions et les violations systématiques que subissent les femmes et les jeunes filles dans les zones de conflit. Cette situation doit aussi éclairer la conscience du monde sur la montée du fanatisme, du terrorisme et de l'extrémisme dans cette partie du monde et sur la réaction que nous devons avoir. Que vaut en effet l'indignation sans l'action ?

Le monde s'indigne, et la solidarité internationale s'est exprimée ici, sur nos bancs, à Paris comme aux Nations unies et dans de nombreux États dans le monde mais, encore une fois, que vaut l'indignation sans l'action ?

Le ministre peut-il nous apporter des précisions sur la configuration et les objectifs de la mission d'experts qui s'est rendue au Nigéria à la demande du gouvernement français ? Quels points d'appui avons-nous auprès du gouvernement nigérian pour éviter toute récidive, libérer ces jeunes filles et poursuivre les auteurs de ces actes ?

Je voudrais également connaître les intentions du Président de la République sur la conférence de sécurité collective qui est annoncée dans cette région et sur la place qui sera faite aux droits des femmes à l'occasion de cette importante réunion.

Enfin, la France est-elle capable de reprendre l'initiative à travers le Conseil de sécurité ou d'autres instances ?
(*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre des droits des femmes, de la ville, de la jeunesse et des sports.

Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, de la ville, de la jeunesse et des sports. Madame la députée, ce que nous montrent ces enlèvements abjects de jeunes filles au Nigéria, c'est que, dans de nombreuses zones du monde, les femmes et les filles continuent d'être systématiquement prises pour cibles, niées dans leurs droits les plus fondamentaux, et en particulier celui à l'éducation, victimes de la traite, de l'exploitation, de l'esclavage à grande échelle.

J'entends trop souvent parler de « mariage forcé » pour décrire ce rapt barbare ; mais, quand on enlève des enfants pour les forcer à se marier avec des adultes, on les réduit à l'esclavage sexuel et on provoque des viols en série sur des mineures. Ces actes sont constitutifs de crimes contre l'humanité ; je crois qu'il nous faut employer les mots qui correspondent à la réalité.

La France, vous le savez, a apporté tout son soutien au Nigéria, en particulier dans le domaine du renseignement, et vous connaissez l'efficacité de nos services en la matière. Elle a envoyé dès la semaine dernière une équipe spécialisée pour assister les autorités nigérianes dans leurs efforts pour libérer ces jeunes filles.

Au-delà du Nigéria, au-delà de la France, c'est la communauté internationale tout entière qui a un devoir de protection envers ces jeunes filles et qui est interpellée. Vendredi dernier, le Conseil de sécurité s'est exprimé sans réserves pour condamner ces actes. Lundi, les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne ont clairement exprimé leur engagement à renforcer la lutte contre Boko Haram et à soutenir les sanctions. Nous sommes en train de mettre en place une coordination avec tous les pays de la région pour agir avec la plus grande efficacité, et c'est l'enjeu de la réunion que le Président de la République a souhaité organiser, à la demande du président du Nigeria, ce samedi 17 mai à l'Élysée, avec les chefs d'État des pays frontaliers du Nigeria et des représentants des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'Union européenne. Cette réunion permettra de bâtir des stratégies régionales pour lutter contre le terrorisme de Boko Haram et renforcer nos échanges de renseignement et de sécurisation de cet espace. Ces crimes ne demeureront pas impunis.
(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et écologiste.)

Données clés

Auteur : [Mme Nicole Ameline](#)

Circonscription : Calvados (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1816

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Femmes, ville, jeunesse et sports

Ministère attributaire : Femmes, ville, jeunesse et sports

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [14 mai 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [14 mai 2014](#)